

Ce qui se passe dans le parc

Attaques contre les Peuples Autochtones Pygmées dans et autour du Parc National de Kahuzi-Biega, un site du patrimoine mondial de l'UNESCO en République démocratique du Congo

Réseau Initiative for Equality (RIFE) – octobre 2021
Révisions – décembre 2021, janvier 2022



Ce qui se passe dans le parc

Attaques contre les Peuples Autochtones Pygmées dans et autour du Parc National de Kahuzi-Biega, un site du patrimoine mondial de l'UNESCO en République démocratique du Congo

Initiative for Equality (IfE)

PO Box 1144, Rapid City, South Dakota 57709 États-Unis

<https://www.initiativeforequality.org/>

avec des contributions de

Certaines organisations membres du Réseau Initiative for Equality (RIFE), un réseau régional d'organisations de défense des droits des Batwa en République démocratique du Congo (RDC), au Burundi et au Rwanda, dont :

Réseau Congolais des Forestiers de la RDC (RCF-RDC)

Actions pour le Regroupement et l'Autopromotion des Pygmées (ARAP)

Ce qui se passe dans le parc : Attaques contre les Peuples Autochtones Pygmées dans et autour du Parc National de Kahuzi-Biega, un site du patrimoine mondial de l'UNESCO en République démocratique du Congo

Rapport occasionnel (octobre 2021)

Révision (décembre 2021, janvier 2022)

Initiative for Equality (IfE)

<https://www.initiativeforequality.org/>

Éditrice

Deborah S. Rogers

Contributeurs

Individus anonymes (non nommés pour protéger eux des représailles)

Deborah S. Rogers : *Initiative for Equality* (IfE)

Elikia AMANI ZAHINDA : *Réseau Congolais des Forestiers de la RDC* (RCF-RDC)

Julien BASIMIKA ENAMIRUWA : *Actions pour le Regroupement et l'Autopromotion des Pygmées* (ARAP)

Adèle BISHARHWA NABINTU : avocate et consultante du *Réseau Congolais des Forestiers de la RDC*

Traducteurs

Julien BASIMIKA ENAMIRUWA (documents traduits du kiswahili vers le français)

Deborah S. Rogers (documents traduits entre le français et l'anglais)

Crédits photos

Photo de couverture : Anonyme

Autres photos : Anonyme (divers)

Révision décembre 2021, janvier 2022

Les lignes après le 10 août 2021 ont été ajoutées.

Corrections techniques mineures apportées à d'autres textes.

Une entrée d'incident a été supprimée.

Traduit en français

Remerciements

Nous remercions et honorons toutes les personnes qui ont recueilli ces informations à leurs propres frais, mettant parfois leur vie en danger pour les porter à l'attention du monde.

Droits, autorisations, clauses de non-responsabilité

Ce document est un rapport d'*Initiative for Equality* (IfE) basé sur les contributions d'individus sur le terrain, d'ONG partenaires, de documents reçus et de sources d'information locales. IfE ne garantit pas l'exactitude des données présentées dans ce document. Chaque contributeur détient les droits de publication ultérieure des documents qu'il a soumis. Ce document peut être copié en tout ou en partie, et mis à disposition pour des utilisations non commerciales, à condition qu'il soit correctement attribué (voir citation).

Citation

Rogers, DS (ed). 2022. ***Ce qui se passe dans le parc : Attaques contre les Peuples Autochtones Pygmées dans et autour du Parc National de Kahuzi-Biega, un site du patrimoine mondial de l'UNESCO en République démocratique du Congo***. Rapport occasionnel (octobre 2021) ; Révisions (décembre 2021, janvier 2022) ; (Rapid City, SD, États-Unis : *Initiative for Equality*).

Ce qui se passe dans le parc :

Attaques contre les Peuples Autochtones Pygmées dans et autour du Parc National de Kahuzi-Biega, un site du patrimoine mondial de l'UNESCO en République démocratique du Congo

En raison de la manière désordonnée dont beaucoup de ces rapports nous sont parvenus, nous pensons que cette liste est probablement une grave sous-estimation. Il y a un besoin urgent de plus de surveillance et de rapports d'incidents sur le terrain, et d'enquêtes approfondies sur les incidents énumérés dans ce rapport. Cependant, cela sera difficile étant donné le manque de volonté politique des autorités, l'éloignement des zones, l'état des routes (beaucoup sont impraticables) et les dangers de pénétrer dans ces zones de conflit.

Introduction

Le parc national de Kahuzi Biega (PNKB) a été créé en 1970 dans ce qui s'appelait alors le Zaïre, et en 1975, le parc a été étendu de 60 000 hectares à quelque 600 000 hectares.ⁱ Cette expansion a entraîné l'expulsion de plusieurs milliers de personnes, dont environ 6 000 autochtones Batwa (également connus sous le nom de Peuples Autochtones Pygmées ou PA).ⁱⁱ Alors que les communautés agricoles, y compris les Shi, les Tembo et d'autres tribus, ont reçu des terres et conservé leurs structures de gouvernance traditionnelles, les Batwa, qui étaient des chasseurs-cueilleurs semi-nomades, n'étaient pas considérés comme ayant « possédé » des terres et n'ont donc reçu aucune alternative terres ou toute autre compensation lorsqu'ils ont été chassés.ⁱⁱⁱ Malgré cette grave violation des droits de l'homme, en 1980, le parc a été désigné site du patrimoine mondial de l'UNESCO.^{iv}

Laissés à mendier, voler, fournir du travail d'esclave ou mourir de faim, les Batwa sont devenus une sous-classe sans terre en permanence, sans accès à l'économie à prédominance agricole, ni à d'autres avantages modernes tels que l'éducation ou les soins de santé. Lors des terribles conflits à l'Est du Congo entre 1996 et 2003 (et qui se sont poursuivis dans une moindre mesure jusqu'à nos jours), les terres du PNKB ont fait l'objet d'invasions répétées par des rebelles organisés, des milices irrégulières et des milices locales d'autodéfense, puis par des migrants et d'autres à la recherche de minéraux et de bois à extraire de la région.^v Les Batwa, sans défense, sans terre ni sécurité économique, ont parfois été recrutés ou kidnappés dans le cadre de ces efforts.

Situation actuelle

La situation désastreuse des PA Pygmées a finalement attiré l'attention de plusieurs ONG internationales concernées par la relation entre les minorités autochtones et les paysages naturels tels que les forêts tropicales. En 2014, ces organisations internationales ont contribué au lancement de plusieurs processus de négociation ou de « dialogue », espérant soutenir la communauté Batwa dans la pression du gouvernement congolais (aujourd'hui appelé

République démocratique du Congo ou RDC) et de son agence des parcs, l'*Institut Congolais pour la Conservation de la Nature* (ICCN), pour réparation et justice.^{vi}

Au cours des six années suivantes, divers processus de dialogue ont abouti à de nombreux accords signés, mais ceux-ci n'ont jamais été mis en œuvre par le gouvernement congolais ou l'ICCN.^{vii,viii} Cela a conduit à un désespoir encore plus grand de la part des PA, qui avaient espéré qu'ils auraient enfin accès à la terre et un moyen de survie économique. Mal nourries et sans options, à la fin de 2018, de nombreuses familles PA ont décidé de revenir dans le parc - leur ancien territoire d'origine.^{ix}

Ce retour des familles des PA et des communautés dans le Parc a entraîné une répression par les écogardes du PNKB, qui ont souvent collaboré avec l'armée congolaise (les FARDC) pour tenter de chasser les PA. Des incidents isolés et des conflits plus larges ont commencé à éclater, et les relations entre les PA et les écogardes et les responsables du parc se sont détériorées.^x Ces conflits se sont mêlés à d'autres conflits entre les FARDC et plusieurs milices dangereuses (CNRD, FDLR, Nyatura et Raia Mutomboki) cherchant à financer leurs opérations par l'extraction de ressources dans le PNKB.^{xi} Cela a brouillé les pistes, rendant difficile la détermination du but d'une attaque donnée ; surtout parce qu'il n'y a aucune tentative officielle de le faire.

Conclusions de ce rapport

La suite de ce rapport – un tableau intitulé *Résumé des incidents : 2017-2021* – consiste en une première tentative de recenser toutes les attaques, tueries, incendies de villages et arrestations politiques subis par les Batwa aux mains du Parc ou de l'Armée depuis 2017, et des représailles ultérieures contre les écogardes du parc dans certains cas. Il existe très peu d'informations bien documentées sur la plupart de ces incidents, de sorte que les détails sont souvent inconnus. Cependant, étant donné le peu d'informations dont nous disposons, le nombre d'incidents de divers types dans et autour du PNKB au cours des cinq dernières années peut être provisoirement résumé comme suit :

- 29 Batwa tués par des écogardes ou des soldats, 2 morts en prison ; 13 personnes (dont un nombre inconnu de Batwa) tuées par des milices dans des villages peuplés de Batwa
- 16 individus batwa blessés ou menacés de mort (purchassés avec des armes, etc.)
- 5 cas signalés de violence sexuelle contre des femmes batwa (4 dans un incident)
- 12 villages batwa incendiés (de "plusieurs dizaines" jusqu'à 180 maisons dans chaque village), plusieurs d'entre eux étant à nouveau incendiés après avoir été reconstruits
- 4 incidents signalés de pillage de biens et de bétail batwa (articles ménagers ; outils agricoles ; marchandises marchandes sur un marché ; chèvres)
- 13 villages Batwa déplacés (les gens ont fui le conflit général ou les attaques directes)

- 17 personnes ont subi des arrestations et détentions « arbitraires » (c'est-à-dire politiques) ; 14 ont été libérés plus tard lorsque les avocats sont intervenus; deux des personnes sont décédées en raison des mauvaises conditions de détention
- 5 incidents d'attaques de représailles par des Batwa contre des écogardes ou des soldats, faisant 3 morts ; et l'un d'entre eux a blessé 13 écogardes ; et un incident documenté d'affrontement au cours duquel 4 Batwa et 2 soldats ont été tués
- Harcèlement ou menaces contre les ONG de défense des droits des Batwa par des responsables du PNKB : 5 incidents documentés

Nous n'avons aucun moyen de savoir quelle fraction de ces types d'incidents est répertoriée ici. S'agit-il de tous les incidents des cinq dernières années, ou seulement d'une petite partie d'entre eux ? En raison de la manière désordonnée dont beaucoup de ces rapports nous sont parvenus, nous pensons que cette liste est probablement une grave sous-estimation. Il y a un besoin urgent de plus de surveillance et de rapports d'incidents sur le terrain, et d'enquêtes approfondies sur les incidents énumérés dans ce rapport. Cependant, cela sera difficile étant donné le manque de volonté politique des autorités, l'éloignement des zones, l'état des routes (beaucoup sont impraticables) et les dangers de pénétrer dans ces zones – dont beaucoup sont des zones de conflit.

ⁱ Domínguez, L.; Luoma, C. Decolonising Conservation Policy: How Colonial Land and Conservation Ideologies Persist and Perpetuate Indigenous Injustices at the Expense of the Environment. *Land* **2020**, *9*, 65.

<https://doi.org/10.3390/land9030065> ; <https://www.mdpi.com/2073-445X/9/3/65/htm>

ⁱⁱ Ibid.

ⁱⁱⁱ Barume, A.K. 2003. En Voie de Disparition?: Les Droits des Autochtones en Afrique – Le Cas des Twa du Parc National de Kahuzi-Biega, en République Démocratique du Congo. Forest Peoples Programme: 140 pp.

^{iv} Domínguez, L.; Luoma, C. Decolonising Conservation Policy: How Colonial Land and Conservation Ideologies Persist and Perpetuate Indigenous Injustices at the Expense of the Environment. *Land* **2020**, *9*, 65.

<https://doi.org/10.3390/land9030065> ; <https://www.mdpi.com/2073-445X/9/3/65/htm>

^v Communications personnelles d'un homme qui a vécu cette période et qui a lui-même été kidnappé.

^{vi} <http://www.forestpeoples.org/en/enewsletters/fpp-e-newsletter-october-2014/news/2014/10/3d-mapping-starts-bear-fruit>

^{vii} Domínguez, L.; Luoma, C. Decolonising Conservation Policy: How Colonial Land and Conservation Ideologies Persist and Perpetuate Indigenous Injustices at the Expense of the Environment. *Land* **2020**, *9*, 65.

<https://doi.org/10.3390/land9030065> ; <https://www.mdpi.com/2073-445X/9/3/65/htm>

^{viii} <https://www.forestpeoples.org/en/lands-forests-territories-rights-based-conservation/news-article/2020/update-batwa-communities-and>

^{ix} Ibid.

^x Voir le contenu de ce rapport.

^{xi} Rogers, DS (ed). 2021. Le conflit entre Tembo et Hutu dans le territoire de Kalehe affecte la communauté des Peuples Autochtones : Province du Sud-Kivu, République démocratique du Congo, 03 Mai 2021. Occasional Report, April 2019 (Initiative for Equality). <https://initiativeforequality.org/wp-content/uploads/Conflit-entre-Tembo-et-Hutu-dans-le-territoire-de-Kalehe-avril-2021-FR.pdf>

Résumé des incidents : 2017 – 2021

Date	Type d'incident	Détails	Sources
26 août 2017	meurtre	Quatre écogardes ont abattu un père et son fils qui s'étaient rendus au PNKB pour cueillir des plantes médicinales ; le père (Munganga Nakulire) a été grièvement blessé et le fils (17 ans Christian Mbone Nakulire) a été tué.	https://taz.de/Gewalt-in-afrikanischen-Nationalparks/!5671819/ ; https://www.forestpeoples.org/en/whakatane-mechanism/news-article/2017/young-batwa-boy-has-been-killed-national-park-while-trying ; longue description écrite de l'ONG locale, y compris le suivi qui a eu lieu
oct-déc 2018	échec du dialogue; retour sur les terres du parc	Après que les autorités n'ont pas mis en œuvre les accords conclus au cours de 4 années de dialogue et de médiation formel, de nombreux Batwa ont décidé de retourner dans le parc (leurs terres ancestrales) pour vivre car ils n'avaient ni terre ni moyen de gagner leur vie en dehors du parc.	https://www.forestpeoples.org/en/lands-forests-territories-rights-based-conservation/news-article/2020/update-batwa-communities-and ; email de l'ONG locale
13 déc 2018	nouvel accord de dialogue ; à nouveau violé	un accord manuscrit daté du 13 décembre 2018, entre les Batwa qui ont été expulsés du Parc et les responsables du Parc. Cet accord a été signé par tous, mais a ensuite été violé par les responsables du parc.	photo de l'accord manuscrit signé entre le PNKB et les Batwa locaux (au dossier)
fév et oct 2019	arrestations politiques; mort en prison	Détention en prison de 6 Batwa qui étaient retournés vivre dans le Parc après avoir été arrêtés en février et octobre 2019 pour participation à une milice et pour détention illégale d'armes. L'un d'eux, Yonas Muderhwa, est décédé en prison le 25 juillet 2019. [Notez que ces détenus n'ont jamais été condamnés et ont ensuite été libérés – voir 15 sept. 2020]	https://envirodefenders.africa/2020/11/23/five-batwa-finally-freed-after-a-year-in-prison-without-trial/
14 avr 2019	tentative de meurtre	tentative d'assassinat de Kalimbimbiro Badesire Bujos Kasole (chef Batwa) par l'écogarde Celestin (du poste de patrouille Madiriri) ; raison inconnue; lieu : Bilorho / Maziba ; les autorités ont été informées mais aucun suivi	liste des violations des droits humains compilée par un parajuriste, signée le 05 juil. 2019 (copie du document en Kiswahili & traduction française au dossier)
23 avr 2019	meurtre	Des écogardes ont abattu un Batwa, Matabishi Teso, dans le PNKB alors qu'il ramassait des plantes. (Cela s'est passé à quelques mètres du poste de patrouille dans la section Madirhiri-Kalonge du district de Kalehe, à quelques mètres du camp Batwa qui est parfois installé dans le parc pour la production de charbon de bois.) Il avait vécu dans le bas village de Bumoga , et a été président d'honneur de la société civile locale et député. Lorsque des membres de la communauté l'ont trouvé, son corps a été retrouvé à moitié nu et portait des traces de torture.	https://actualite.cd/2019/04/25/rdc-un-garde-parc-tue-dans-un-accrochage-avec-les-pygmees-au-parc-de-kahuzi-biega ; https://taz.de/Gewalt-in-afrikanischen-Nationalparks/!5671819/ ; liste des violations des droits humains compilée par un parajuriste, signée le 05 juil. 2019 (copie du document en Kiswahili & traduction française au dossier); photos sur dossier

24-25 avr 2019	représailles; conflit supplémentaire ; déplacement	Les hommes batwa sont retournés au poste de patrouille des écogardes de Madirhiri pour se venger de la torture et de la mort de Matabishi Teso, tuant un écogarde (Espoir Batasomwa) et en blessant un autre ; les militaires et la police sont intervenus à Umuga où ils ont pillé les biens de la population batwa. « Nous avons déjà enregistré une vingtaine de chèvres emportées. La situation reste tendue. Les Batwa qui ont vu des policiers et des soldats tirer en l'air se sont enfuis dans la brousse, où ils se sont cachés des militaires et de la police. »	email de l'ONG locale ; https://actualite.cd/2019/04/25/rdc-un-garde-parc-tue-dans-un-accrochage-avec-les-pygmees-au-parc-de-kaenzi-biega
26 avr 2019	tentative de meurtre	Barhatulirwa Muderhwa Bolingo (Batwa) a été attaqué par Célestin, un écogarde du poste de patrouille de Madirhiri ; raison inconnue ; échappé à la mort grâce à l'intervention du sous-chef M. Pascal de la PNC (Police Nationale Congolaise) de Kalonge ; localisation : vers la route du poste de patrouille Madirhiri ; en présence des autorités de Kalonge	liste des violations des droits humains établie par un parajuriste, signée le 05 juil. 2019 (copie du document en kiswahili & traduction française au dossier)
29 avr 2019	tentative de meurtre	Musoda Nachifunzis (Batwa) a été menacé, frappé à coups de poing et poursuivi avec une menace de mort par une arme à feu, par Eric – un écogarde du poste de patrouille de Madirhiri ; lieu : au village Nyamubanda	liste des violations des droits humains établie par un parajuriste, signée le 05 juil. 2019 (copie du document en kiswahili & traduction française au dossier)
29 avr 2019	tentative de meurtre; objets volés	Heri Kalimbiro (vendeur Batwa), perte de marchandises et autres objets de valeur des vendeurs, insultes publiques avec des propos arrogants contre les Batwa et les communautés locales ; tentative de tir (par fusil) au milieu du marché de Bumoga ; par Eric – un écogarde du poste de patrouille Madirhiri ; lieu : Centre Bumoga	liste des violations des droits humains établie par un parajuriste, signée le 05 juil. 2019 (copie du document en kiswahili & traduction française au dossier)
30 avr 2019	nouvel accord de dialogue ; à nouveau violé	Accord entre les Batwa du PNKB, la délégation du PNKB, la délégation des Bami (chefs traditionnels, non Batwa), et la délégation de la 33e Région militaire (armée) ; Accord manuscrit de 2 pages en Kiswahili ; signé le 30 avril 2019 ; déclare que les Twa quitteront le parc d'ici le 21 mai, mais qu'ils y retourneront si leurs conditions (décrites sur la deuxième page) ne sont pas remplies ; Signé par les membres des quatre délégations énumérées ci-dessus.	copie de l'Accord signé en Kiswahili & traduction (au dossier)
12 juin 2019	tentative de meurtre; objets volés	Kulimushi Mupenda (Batwa); chassé par balles et arrestation arbitraire par les écogardes du poste de patrouille de Kasirusiru et de Tshivanga ; il y était allé réclamer ses outils de ferme volés par les écogardes ; lieu : Kabujoka Garashomwa, vers Biega ; les autorités ont été informées et ont assuré le suivi	liste des violations des droits humains établie par un parajuriste, signée le 05 juil. 2019 (copie du document en kiswahili & traduction française au dossier)
12 juin 2019	tentative de meurtre; objets volés	Les hommes batwa qui ont été attaqués étaient Murama, Pascal Gervais, Burhalike Buganda, Nyamulaluka ; (les autres ont fui : Mudekereza, Mastaki Paul, Nakarhambi, Martin) ; il y avait des écogardes blessés ; les écogardes (de Tshivanga) ont tenté de les assassiner par balles ; arrestation arbitraire puis les a transportés à Tshivanga où ils sont restés 3 jours ; ils étaient allés réclamer leurs outils agricoles pris par les gardes ; lieu : Kabujoka Kasirusiru ; les autorités locales ont été informées de la situation et ont suivi	liste des violations des droits humains établie par un parajuriste, signée le 05 juil. 2019 (copie du document en kiswahili & traduction française au dossier)

18 juin 2019	tentative de meurtre; villages incendiés	Safari Lwaboshi, Cubaka, Baguma Ruhanga, François Nyamwijima ; incendier des maisons batwa et les poursuivre à coups de fusil; par les écogardes du parc de Tshivanga ; lieu : Biega Kahuzi communément appelé Karhondo ; autorités locales informées, pas de suivi	liste des violations des droits humains établie par un parajuriste, signée le 05 juil. 2019 (copie du document en kiswahili & traduction française au dossier)
29 juin 2019	villages incendiés	À cette époque, il y a quelques écogardes qui ont de nouveau incendié les maisons des Batwa dans le PNKB, notamment dans la zone appelée Madirhiri, allant au Groupement KALONGE. C'est très sérieux. / Nabarendera Cama, Kajuru M'buhendwa ; incendie des maisons du camp de Madirhiri et de tous les ustensiles qui y ont été incendiés et d'autres objets de valeur ; par les écogardes du PNKB ; lieu : Madirhiri ; informé les autorités locales, elles n'ont pas donné suite	email de l'ONG locale ; liste des violations des droits humains établie par un parajuriste, signée le 05 juil. 2019 (copie du document en kiswahili & traduction française au dossier)
01 juil 2019	meurtre	Selon des témoins oculaires, un Batwa a été tué par un écogarde du parc. Le cadavre gisait sur le sol du siège du parc à la vue de tous pendant des jours.	https://taz.de/Gewalt-in-afrikanischen-Nationalparks/!5671819/
03 juil 2019	villages incendiés	Lwakuno M., Maria M'kabamba, Simoni Kahisa ; incendie de maisons dans le camp de Batwa Bilorho ; par les écogardes du PNKB ; lieu : Bilorho / Maziba ; informé les autorités locales mais elles n'ont pas donné suite	liste des violations des droits humains établie par un parajuriste, signée le 05 juil. 2019 (copie du document en kiswahili & traduction française au dossier)
juil 2019	arrestation politique	En juillet 2019, Kasole Kalimbiro a été faussement accusé d'avoir ordonné l'assassinat d'un écogarde. Pendant des semaines, il a été détenu sans jugement et sa famille n'a pas pu lui rendre visite. Kasole, son avocat et la société civile locale ont tous clamé son innocence et dénoncé les autorités de l'État et du PNKB pour l'avoir criminalisé en représailles à son rôle dans la défense de sa communauté. « Tout le monde pouvait voir qu'il n'y avait pas de vérité dans les accusations portées contre Kasole par l'État et les autorités du parc », a déclaré Patrick Kipalu, directeur Afrique de RRI. « C'était un acte d'intimidation de le faire taire et de faire taire tous les défenseurs des droits communautaires. » [Notez qu'il a également été agressé le 14 avril 2019 – voir ci-dessus.]	https://www.environews-rdc.org/article/foret/60100002c1c1b539747cd815 ; email de l'ONG locale
17 juil 2019	meurtre	Un Batwa, Lwaboshi Mirindi Debande [Lwaboshi Simba] tué par balle, un autre Chubaka Salomon Guilain [Gentiles Songoro] blessé [par balle au bras] lors d'une altercation avec des écogardes dans le village de Muyange (voir résultat du procès 31/12/20) / « Nous regrettons pour annoncer l'assassinat d'un TWA nommé M. Lwaboshi hier par un garde du parc du PNKB. La victime recherchait des produits forestiers non ligneux de première nécessité dans le PNKB, et son corps traînait toujours au poste de Tshivanga la nuit dernière où les Twa étaient en discussion avec des agents du PNKB (selon XXX vivant autour du PNKB). [REMARQUE : Il existe plusieurs versions différentes de ce qui s'est passé. D'autres versions rapportent (a) qu'un groupe d'hommes batwa de Kadjeje et Muyange a empêché un contingent d'écogardes d'emmener des Bantous au	https://bkinfos.net/news/sud-kivu-la-justice-militaire-condamne-5-ecogardes-du-pnkb-pour-meurtre-dun-autochtone/#.X7xKjIxeUk ; 2 emails des ONG locales

		quartier général de Tshivanga pour les interroger ; ou (b) que les hommes batwa portaient un AK47 et que les écogardes ont donc « tiré un coup de semonce ».	
17-18 juil 2019	représailles	En représailles apparentes au meurtre de Lwaboshi hier, plusieurs Twa ont attaqué un contingent d'écogardes en patrouille dans le parc, en blessant 13 d'entre eux.	https://actualite.cd/2019/07/18/sud-kivu-13-gardes-du-parc-de-kahuzi-biega-blesses-dans-une-embuscade-tendue-par-des
25 juil 2019	arrestations politiques; mort en prison	Yonas Muderhwa est décédé en prison le 25 juillet 2019. Il a été détenu en prison avec 5 autres Batwa qui étaient retournés vivre dans le Parc. Ils ont été arrêtés en février et octobre 2019 pour participation à une milice et pour détention illégale d'armes, mais n'ont jamais été jugés. [Notez que ces détenus ont été libérés plus tard – voir le 15 sept. 2020]	https://envirodefenders.africa/2020/11/23/five-batwa-finally-freed-after-a-year-in-prison-without-trial/
27 juil 2019	rapport de 6 meurtres supplémentaires	Liste de 6 meurtres récents de Twa (dates non précisées) : <ul style="list-style-type: none"> • Malira • Kirauli Kaganda • Safari Kacibasa • Ozae Kacibasa • Kalabarha Kamunono • Bahati [Notez que deux autres sur la liste (Christian Mbone Nakulire ; Lwaboshi Mirindi) ont déjà été signalés plus tôt avec des dates données, tandis que les 6 énumérés ici sont de nouvelles informations et aucune date n'est connue.]	noms fournis par une communauté Batwa sur le territoire de KABARE (le 27 juillet 2019) - Rapport d'audience sur le terrain au dossier
01 août 2019	tuer pendant un conflit	Un Batwa et un écogarde ont été tués à la suite d'une altercation à Bugamanda (dans le territoire de Kalehe). Bugamanda est l'un des endroits où les Batwa sont retournés à l'intérieur du Parc National de Kahuzi-Biega (PNKB) / Selon des témoins oculaires, à Bugamanda dans le district de Kalehe, un endroit à l'intérieur du parc occupé par Batwa, un Batwa et un Ecoguard ont été abattus à la suite d'un différend entre les Ecoguards et les Batwa. De plus en plus d'affrontements entre les Ecoguards et les Batwa se font entendre chaque jour.	https://www.forestpeoples.org/en/whakatane-mechanism-rights-based-conservation/news-article/2019/drc-batwa-need-avenue-peacefully ; https://taz.de/Gewalt-in-afrikanischen-Nationalparks/!5671819/
05 août 2019	arrestation politique	Le président des Twa, M. Kasole Chadesirwe Kalimbiro, est poursuivi pour meurtre selon ses déclarations à l'avocat et n'a pas encore été entendu par l'auditeur. Or, le dossier est déjà confié au magistrat. Il est déjà transféré à la prison centrale où il a été entendu par l'avocat. Nous comptons faire un suivi auprès de nos avocats pour voir les actions à prioriser. [voir aussi juillet 2019, ci-dessus]	email de l'ONG locale
19-20 sept 2019	le processus de dialogue exclut les groupes	Il y a une réunion de haut niveau entre les autorités et les Batwa vivant autour du PNKB, hier nous étions invités à la réunion préparatoire, aujourd'hui nous n'avons pas été retenus pour participer, demain ils ferment. (quand on lui a	emails de l'ONG locale https://taz.de/static/pdf/Kahuzi_Biega_Dialog

	locaux de défense des droits des Batwa	demandé « Qui a fait la sélection ? Comment ont-ils choisi ? », il a répondu : « Les membres du gouvernement avec REPALEF. ») [NOTE : REPALEF est une ONG en RDC financée par la Banque mondiale et le WWF]	konferenz zwischen Batwa und Park in Hot el Panorama 2019.pdf
07 nov 2019	meurtres	Madumbuko Sambo [Masumbuko ?] a été tué par des écogardes dans le parc près de Bunyungule, et son corps a été laissé pour être consommé par des animaux sauvages. Il laisse sa femme, Mme Furaha M'Sindano, et cinq enfants. Il était cousin de Lwaboshi Mirindi, également tué par des écogardes [voir 17 juil. 2019].	communication personnelle d'une personne qui a assisté au procès intenté contre les écogardes
10 nov 2019	accords de dialogue non mis en œuvre	Selon les informations diffusées à la radio locale, les Batwa de Kalonge et ceux de Kalehe refusent de quitter le PNKB si les accords et cahiers des charges ne sont pas respectés par les responsables du parc. Ceux de Kabare ont accepté de partir.	email de l'ONG locale
24-25 jan 2020	raid militaire et arrestations	Huit Batwa ont été arrêtés pour avoir regagné leurs terres à l'intérieur du parc lorsque le gouvernement n'a pas tenu ses promesses d'indemnisation ou de terres alternatives ; les accusés ont été placés en garde à vue lors d'un raid de type militaire par l'armée congolaise (FARDC) après minuit dans la nuit du 24 au 25 janvier 2020 ; Le chef Jean-Marie Kasula, chef du village de Muyange dans le Groupement Miti, son épouse, Faïda Bahati, ainsi que Kayeye Badosa, Bisimwa Mufanzala, Cirakarula Kayeye, Nsimire M'manda, Murhula Kashadu et Chekanabo Kayeye. Condamné le 04 février 2020.	https://www.initiativeforequality.org/indigeno-us-batwa-sentenced-prison-reoccupying-traditional-lands/ ; https://www.initiativeforequality.org/declaration-solidarity-indigenous-batwa-defendants/
28 jan 2020	meurtres	Selon les rapports, deux personnes ont été tuées et un Ecoguard blessé lors d'un raid près de Musenyi	https://taz.de/Gewalt-in-afrikanischen-Nationalparks/!5671819/
31 jan 2020	menaces contre les ONG	Le directeur du PNKB partage (dans un groupe Whatsapp consacré à la lutte contre le braconnage) un article dénonçant le CAMV, l'ERND, l'UEFA et d'autres ONG de manipuler des « pygmées supposées » et de créer un conflit avec l'ICCN, afin d'obtenir des financements de donateurs. [À NOTER que cela a été publié alors que le PNKB / ICCN était en train d'organiser des accusations contre les Batwa arrêtés le 25 janvier ; le commentaire « pygmées supposées » a également été fait par eux devant le tribunal.]	informations d'un membre du groupe WhatsApp
04 fév 2020	arrestations politiques, condamnations punitives	Après un procès d'une journée rempli d'irrégularités, le 4 février 2020, six hommes ont été condamnés à 15 ans de prison plus 5 000 \$ d'amende, et deux femmes à un an chacun. Les accusations comprenaient le complot, la possession illégale d'armes à feu, l'association avec des criminels et la destruction malveillante du parc ; Le chef Jean-Marie Kasula, chef du village de Muyange dans le Groupement de Miti, son épouse, Faïda Bahati, ainsi que Kayeye Badosa, Bisimwa Mufanzala, Cirakarula Kayeye, Nsimire M'manda, Murhula Kashadu et Chekanabo Kayeye [voir communiqué sur arrestation 24-25 janv. 2019]	https://www.initiativeforequality.org/indigeno-us-batwa-sentenced-prison-reoccupying-traditional-lands/ ; https://www.initiativeforequality.org/declaration-solidarity-indigenous-batwa-defendants/ ; https://www.justiceinfo.net/en/44154-drc-outcry-as-indigenous-people-convicted-for-wicked-destruction-of-nature.html

14 fév 2020	le processus de dialogue échoue	Le FPP (Forest Peoples Programme) annonce qu'il n'investira plus d'efforts dans le processus de dialogue, en raison du non-respect par le gouvernement congolais de ses accords.	https://www.forestpeoples.org/en/lands-forests-territories-rights-based-conservation/news-article/2020/update-batwa-communities-and
17 fév 2020	meurtres	Selon les rapports, il y a eu un affrontement entre un écogarde et deux jeunes à Tshibati, au cours duquel l'un des jeunes est décédé.	https://taz.de/Gewalt-in-afrikanischen-Nationalparks/!5671819/
fév - mar - avr	conditions de détention inhumaines (torture)	Le chef Kasula et les sept autres accusés condamnés le 4 février 2020 sont contraints de dormir dehors sur le sol dans des eaux usées qui coulent ; beaucoup tombent très malades ; un (Chekanabo Kayeye) ne s'en est jamais remis et est finalement décédé [voir 25 avr. 2021].	de nombreuses communications personnelles de personnes qui leur rendent visite en prison
03 juil 2020	Exploitation forestière illicite par les agents du PNKB	Les organisations batwa dénoncent l'exploitation forestière illégale par les autorités du PNKB sur quatre sites du parc	https://7sur7.cd/2020/07/01/sud-kivu-des-bois-exploites-pour-un-motif-commercial-dans-4-sites-du-parc-national-de ; https://laprunellerdc.info/sud-kivu-des-responsables-du-pnkb-pointes-du-doigt-dans-labattage-des-arbres/
30 juil 2020	libération de prison	Les deux femmes emprisonnées avec Kasula ont été libérées de prison aujourd'hui, après de nombreuses demandes d'avocats pendant des mois. Ce n'est que provisoire, jusqu'à ce que leur appel puisse être entendu.	https://www.initiativeforequality.org/batwa-women-released-prison-femmes-batwa-liberees-de-prison/
27 août 2020	libération de prison	Suite aux arguments juridiques d'une équipe d'avocats travaillant pour l'organisation congolaise de défense des droits des Batwa RCF-RDC, le chef autochtone Batwa Jean-Marie KASULA et un autre homme, Chekanabo Kayeye, ont été libérés de la prison de Bukavu, en RD Congo. Avec les deux femmes qui ont été libérées le 30 juillet, quatre des huit prisonniers ont maintenant été libérés provisoirement de la prison meurtrière et surpeuplée. Les deux hommes devront se présenter au tribunal une fois par semaine, car ils attendent toujours l'audience complète de leur appel. Kasula a été libéré au motif qu'en tant que chef de sa communauté et père d'une famille nombreuse, il ne représentait pas un risque de fuite. Kayeye a été libéré parce qu'il souffrait de graves problèmes de santé en prison.	https://www.initiativeforequality.org/chief-jean-mari-kasula-freed-le-chef-jean-mari-kasula-libere/
15 sept 2020	les détentions politiques annulées	5 Batwa détenus à la prison de Bukavu ont été libérés ; ils n'avaient jamais été jugés ou condamnés [voir févr. et oct. 2019]. Un 6e homme est mort en prison [voir 25 juil. 2019]	https://envirodefenders.africa/2020/11/23/five-batwa-finally-freed-after-a-year-in-prison-without-trial/
oct 2020	menaces contre les ONG et les militants batwa	De fausses allégations et rumeurs ont été diffusées par les responsables du Parc au sujet de Jean-Marie Kasula, l'un des huit accusés autochtones Batwa qui ont été emprisonnés en février dernier pour avoir tenté de récupérer leurs terres	https://www.initiativeforequality.org/false-allegations-pose-grave-danger-batwa-chief-kasula/ ; https://www.kahuzi-

		traditionnelles au sein du PNKB ; Depuis sa libération, les responsables du PNKB ont utilisé leur site Web et des interviews avec les médias locaux pour l'accuser de diverses activités illégales depuis qu'il a quitté la prison. En outre, une organisation locale et une organisation internationale sont accusées par les responsables du PNKB de soutenir les activités illégales de Kasula.	biega.com/denonciation-de-nouveaux-faits-graves-dans-le-parc-de-kahuzi-biega/
nov 2020	meurtres	En novembre 2020, cinq civils (Pygmées et Batembo) ont été retrouvés pendus à des arbres et mutilés par des membres des milices CNRD et NYATURA qui exploitaient des minerais dans le parc national de Kahuzi Biega (PNKB). Malgré cet événement, ni les autorités congolaises ni les FARDC (armée) n'ont apporté assistance ou secours à la population locale.	Didier Kitumaini, President, Société civile de Bunyakiri en Territoire de Kalehe, Centre commercial de Bulambika ; déclaration publiée le 06/04/2021
13 nov 2020	arrestations politiques	Deux autres chefs Batwa des environs du parc ont été arrêtés - Douze Amani (connu; accusé d'avoir déserté les FARDC après que d'autres allégations clairement fausses n'aient pas tenu) et Kamola (... accusé de collaboration avec un non-Twa chef de milice appelé Chance pour extraire des ressources du parc ; Chance est déjà en prison).	communication d'une ONG locale
30 nov 2020	meurtres	4 morts dont 3 Batwa et un militaire suite à un affrontement entre les Batwa et l'armée à Kabamba dans le Territoire de Kabare (près de la frontière avec le Territoire de Kalehe) ; le journal rapporte que les Batwa ont barricadé la route pour exiger le retour du chef Douze (voir l'incident du 13 novembre), mais les rapports actuels de trois sources indépendantes (qui ne se sont pas parlé) disent tous la même chose : qu'il s'agissait d'un différend à propos de la capacité des Batwa à fabriquer et à vendre du charbon de bois sur le marché local. Les Batwa se seraient dirigés vers le marché pour protester contre l'interdiction d'y vendre du charbon de bois, et ont été accueillis par des FARDC armés qui ont commencé à leur tirer dessus. Ils ont riposté (à la main) et tué un soldat, mais trois Twa ont été abattus.	e-mail du 4/12 ; autres communications personnelles; https://actualite.cd/2020/12/01/sud-kivu-4-morts-dans-les-accrochages-entre-pygmees-et-fardc-kalehe
30 nov 2020	affaire judiciaire sur l'expulsion des Batwa du PNKB	Une audience a été fixée à la « cour de cassation » dans l'affaire contestant la constitutionnalité de l'éviction des Batwa du PNKB élargi ; l'ICCN est cité comme défendeur avec le gouvernement congolais, mais aucune des parties ne s'est présentée.	communication verbale d'une personne impliquée
déc 2020	milices et extraction de ressources	Il y a une insécurité croissante à Bunyakiri suite aux migrations et aux implantations là-bas depuis 2018, avec des milliers de Hutus et Tutsis venant de Rutshuru et Masisi dans cette partie du territoire de Kalehe au Sud-Kivu. La société civile a lancé un SOS alertant de la présence massive de ces migrants souhaitant s'installer définitivement dans les agglomérations de Katasomwa, Bibatama, Nyamugari, Kashiye, Rutare, Muzimu, Chireta, Chinono, Fuangeri, Shanje, Nyawaronga, Citendbwa et Kahuzi-Biega National Park sous prétexte qu'il s'agit de déplacés de guerre, et que ces populations sont intégrées aux	http://kis24.info/2021/01/22/sud-kivu-la-societe-civile-alerte-sur-une-occupation-etrangere-en-gestation-a-bunyakiri/

		mouvements des groupes armés CNRD/FDLR. L'administrateur du territoire de Kalehe a reconnu la présence de ces troupes à Bunyakiri, et dit qu'une équipe a été dépêchée pour déterminer s'ils sont armés ou non, et s'ils sont vraiment là pour les ressources minières.	
31 déc 2020	condamnation des écovigilants pour meurtres	Deux écovigilants du PNKB ont été reconnus coupables par contumace (par le Tribunal militaire de Bukavu) et condamnés à 20 ans de prison pour le meurtre de Lwaboshi Mirindi Debande dans le village de Muyange. Trois autres écovigilants ont été reconnus coupables par contumace et condamnés à 10 ans de prison pour avoir blessé Chubaka Salomon Guilain (17 ans à l'époque). Le PNKB a été reconnu comme partie à responsabilité civile et condamné à payer 80 000 \$ à la veuve de la victime décédée, Nsimire Mukeina, et 10 000 \$ au jeune blessé.	https://bkinfos.net/news/sud-kivu-la-justice-militaire-condamne-5-ecovigilants-du-pnkb-pour-meurtre-dun-autochtone/#.X7xKjIxeUk ; https://www.radiomaendeleo.info/2020/12/31/justice/sud-kivu-poursuivis-pour-meurtre-et-coups-et-blessures-5-ecovigilants-du-pnkb-condamnes-a-des-peines-allant-jusqua-20-ans-de-prison/
jan 2021	milices et extraction de ressources	Un rapport de Médecins Sans Frontières en janvier 2021 a déclaré que la situation était déjà désastreuse dans la région du territoire de Kalehe autour de Katasomwa, avec des centaines de personnes déplacées vivant sans infrastructure de base et confrontées à l'insécurité et souvent à des difficultés et à des violences presque quotidiennement. [Voir incident en décembre 2020]	https://www.msf.org/south-kivu-democratic-republic-congo-endless-flight
21 jan 2021	arrestations politiques; menaces contre les ONG	Le chef Kasula, libéré sous caution, est de nouveau arrêté, accusé d'avoir dirigé un groupe d'hommes pour mener des activités minières illégales dans le PNKB. REPALF [l'ONG financée par la Banque mondiale] a diffusé des vidéos de l'arrestation en quelques heures, qui semblaient être mises en scène ou scénarisées ; d'autres ONG ont été accusées d'avoir incité les Batwa à retourner dans le Parc.	communications personnelles ; vidéos sur dossier
29 jan 2021	menaces contre les ONG	Le personnel d'une ONG locale a reçu une convocation de l'Agence nationale de renseignements pour interrogatoire. Aucune raison donnée, mais c'est probablement lié au commentaire de l'incident précédent (des ONG accusées d'avoir incité les Batwa à retourner dans le Parc).	communications personnelles
06 fév 2021	arrestations politiques	Kasula a été de nouveau arrêté (de la prison de Kabare, ramené à la prison de Bukavu maintenant) au motif qu'il a violé les termes de sa « mise en liberté provisoire » lors de l'appel de la condamnation initiale. Les avocats disent que le processus utilisé n'était pas légal.	communications personnelles
31 mar – 01 avr 2021	enlèvements; milices; extraction des ressources	Cinq personnes ont été enlevées du village de Mushunguti, groupement de Mubuku, où les communautés locales comprennent Twa, Tembo, Shi et Rega. Le lendemain (1er avril), la population locale était très en colère et a décidé de poursuivre les ravisseurs dans le parc national de Kahuzi Biega (PNKB). A Chikomo [Tchigoma ?], ils sont tombés sur un camp de rebelles étrangers du CNRD et de NYATURA, qui exploitaient les ressources du parc. Ces rebelles ont tiré sur le groupe d'autodéfense local, qui a déclenché les hostilités en cours.	Didier Kitumaini, Président, Société civile de Bunyakiri en Territoire de Kalehe, Centre commercial de Bulambika ; déclaration publiée le 06/04/2021

31 mar - 03 mai 2021	meurtres; violence sexuelle; milices;	La société civile de Bunyakiri dénonce les actions des milices CNRD et NYATURA (et le soutien qui leur est apporté par l'armée - FARDC), conduisant à plusieurs cas de meurtres et de violences sexuelles contre les communautés Batembo, Batwa et Shi autour de Katasomwa dans le PNKB.	Didier Kitumaini, President, Société civile de Bunyakiri en Territoire de Kalehe, Centre commercial de Bulambika ; déclaration publiée le 06/04/2021
02 avr 2021	meurtres; milices; extraction des ressources	Le matin du 2 avril, un homme se rendant au marché de Katasomwa a reçu une balle dans la jambe dans le village de Chirimiro, près de Chitendebwa. Un Batwa a été abattu sur place alors qu'il cherchait des plantes médicinales, et un autre Batwa (qui était atteint d'une maladie mentale) a été tué à Mirenzo. Une heure après, il y a eu un affrontement à Chitendebwa.	Didier Kitumaini, President, Société civile de Bunyakiri en Territoire de Kalehe, Centre commercial de Bulambika ; déclaration publiée le 06/04/2021
04 avr 2021	meurtres; violence sexuelle; milices; extraction des ressources	Le 04 avril, il y a eu un affrontement entre les FARDC du 3312ème régiment avec le CNRD et NYATURA, contre le groupe local d'autodéfense [Tembo]. Les FARDC du 3312ème régiment, qui étaient sous le commandement d'officiers d'origine rwandaise, étaient lourdement armés et sont venus en renfort aux groupes armés contre les citoyens congolais. Deux garçons et un enfant de 14 ans, de Katasomwa, ont été égorgés à Katasomwa. Deux civils ont été tués et une femme a été égorgée à Bushaku 2. Deux civils ont été capturés et tués à Mirenzo, simplement parce qu'ils appartenaient à d'autres communautés (Batembo, Batwa et Shi). Une autre femme a été victime de viols et de violences sexuelles et a été emmenée au centre de santé de Ramba.	Didier Kitumaini, President, Société civile de Bunyakiri en Territoire de Kalehe, Centre commercial de Bulambika ; déclaration publiée le 06/04/2021
04-05 avr 2021	meurtres; milices; extraction des ressources; déplacement	Deux officiers des Forces armées de la République démocratique du Congo basés à Kalonge dans le territoire de Kalehe ont été tués dans une attaque des miliciens Raiya Mutomboki [Tembo]. Quatre miliciens ont également été tués. Ce conflit a fait fuir plusieurs villages Batwa (Murangu, Chirimiru, Mushunguti & Katasomwa) ; ils sont actuellement déplacés et dorment dehors.	https://www.radiomaendeleo.info/2021/04/05/securite/sud-kivu-2-officiers-fardc-tues-a-kalehe-apres-affrontements-avec-les-groupes-armes/ ; https://laprunellerdc.info/sud-kivu-larmee-confirme-la-mort-de-2-de-ses-officiers-et-4-rebelles-a-kalonge-kalehe/
07 avr 2021	milices; déplacement	Selon le président du comité Buuma Bw'e Batembo de Kalehe, les dernières personnes déplacées sont désormais sans abri ni assistance, leurs enfants ne peuvent plus aller à l'école. « Donc dans tous les villages, il n'y a personne, il n'y a que des rebelles qui circulent. On trouve des déplacés de Karasi, il y a des déplacés et même à Bulambika. » Il dit que les gens vivent dans de mauvaises conditions : « Les enfants ou les étudiants ne vont pas à l'école. Il n'y a pas de nourriture, les gens vivent dans de mauvaises conditions. Parmi les villages qu'ils ont vidés figurent Chikebeka [Chitebeka], Murnagu, Mushunguti, Chiribiro [Chiribiro], Chigoma à Kahirenge. Il y a eu des morts du côté des Batembo. »	https://www.radiookapi.net/2021/04/07/actualite/securite/sud-kivu-la-communaute-buuma-bwe-batembo-appelle-letat-congolais ;
25 avr 2021	conditions de détention inhumaines	Chekanabo Kayeye, l'un des accusés avec le chef Kasula, décède, probablement d'une maladie contractée en raison de conditions de détention épouvantables qui s'apparentent à de la torture. Libéré le 27 août 2020 mais contraint de se	communication personnelle de l'ONG locale ; photos des funérailles au dossier ;

	entraînent la mort	rendre à Bukavu tous les jeudis pour s'enregistrer auprès du tribunal, il n'a pas pu le faire au cours des dernières semaines.	https://www.initiativeforequality.org/attend-toujours-une-decision-still-waiting-decision/
03 mai 2021	milices; extraction des ressources; déplacement	À Kalehe dans les hauts plateaux, l'insécurité persiste. La communauté Tembo ne traverse pas les positions Hutues de Katasomwa pour le littoral de Kalehe. Les gens sont toujours en mouvement, mais il y a une petite accalmie. Les habitants des villages de Murangu, Mushunguti, Mirenzo, Karasi, Bushayi et Sanduku sont déplacés vers Bulambika, y compris les peuples autochtones [Batwa].	communication personnelle de l'ONG locale
23 juil 2021	meurtres; violence sexuelle; villages incendiés	Une opération conjointe des soldats des FARDC et des écogardes du PNKB a visé des villages batwa à l'intérieur du PNKB dans le territoire de Kalehe et a ouvert le feu sur des civils batwa non armés. Ils ont tué au moins deux hommes batwa, Ngubda Mbongana Kamushi et Amos Mulibanyi (également orthographié Lwabosho Ngunda et Amos Mulimbanya), volé des biens de valeur et incendié un ou plusieurs villages. Différents rapports préliminaires suggèrent que plusieurs dizaines à plus de 100 maisons ont été incendiées. Les villages ciblés auraient inclus Bugamanda, Kayeye et Muyange Nord. Les autres villages touchés comprenaient Buhoye, Buhama et Maruti. Les Twa déplacés ont fui vers Nyamutwe, Cisheke [Kisheke ?] et Mabingu. Un chef de village batwa a déclaré que plus de 180 maisons avaient été incendiées dans son village et qu'il y avait eu 4 cas de viol de femmes batwa. Il a également déclaré que de nombreux Batwa restent dans le village et ne partiront pas.	Rapports de cinq organisations, chacune ayant ses propres contacts sur le terrain.
29 juil 2021	réponse des ONG aux tueries et aux incendies de villages	Lettre conjointe d'ONG locales et internationales à l'armée (FARDC) et à l'ICCN, les appelant à cesser les attaques et les violations des droits humains contre les Batwa et les villages du PNKB ; copie aux ministères du gouvernement et aux donateurs du parc	lettre sur dossier (en EN et FR)
30 juil 2021	arrestations politiques	Kasula et d'autres accusés libérés. Leurs peines ont été réduites à 15 mois, et comme ils ont déjà passé 18 mois en prison, ils ont été immédiatement libérés. Leurs amendes ont été réduites de 5 000 \$ à 500 \$ pour « destruction méchant du parc ». L'accusation d'association de malfaiteurs a été abandonnée faute de preuves.	https://laprunellerdc.info/pnkb-victoire-judiciaire-pour-kasula-et-consorts-exclusif/ ; communications personnelles d'avocats et d'autres personnes à l'audience
10 août 2021	réponse du PNKB à la lettre de l'ONG ; harcèlement des ONG	Réponse à la lettre du 29 juillet des ONG, envoyée par De Dieu BYA'OMBE, directeur du PNKB ; nie toute responsabilité dans les attentats du 23 juillet; dit qu'il s'agissait d'opérations menées par l'armée contre des milices opérant près du parc, et que si des Batwa ont été blessés, c'est parce qu'ils avaient travaillé avec les milices ; ci-joint une lettre manuscrite de collaborateurs du PNKB affirmant que certaines ONG locales n'étaient pas légitimes.	lettre email et pièce jointe au dossier (en FR)

12-14 nov 2021	Piégeage ; attaques contre des villages batwa	Les écogardes et les FARDC seraient arrivés dans le parc ; ils ont demandé aux Bambuti (Batwa) de leur montrer les sites d'où viennent les rebelles. Après leur avoir montré, les écogardes et les FARDC leur ont dit de mettre leurs machettes dans une maison, puis ils ont commencé à tirer et à brûler les maisons. Il s'agit d'opérations militaires conjointes des FARDC et des écogardes.	sources confidentielles; pas de couverture médiatique
12-14 nov 2021	meurtres	deux enfants Batwa ont été brûlés vifs et ont péri à l'intérieur de leurs maisons lorsque les maisons ont été incendiées (à Bugamanda)	sources confidentielles; pas de couverture médiatique
12-14 nov 2021	meurtres	une femme enceinte et son fœtus ont été tués	sources confidentielles; pas de couverture médiatique
12-14 nov 2021	meurtres	Un Batwa (Safari Kalimbiro Bunjali) a été abattu à Bugamanda	sources confidentielles; pas de couverture médiatique
12-14 nov 2021	villages incendiés	Tchibwisa, Maruti, Muyange-Nord et Changomo ont été entièrement incendiés ; 14 maisons incendiées à Muyange-Nord ; toutes les maisons des Batwa ont été incendiées (divers rapports) [Note : c'est le village appelé Muyange dans l'extension nord du parc - pas celui près de Tshivanga]	sources confidentielles; pas de couverture médiatique
12-14 nov 2021	villages incendiés	Buhoye a été définitivement brûlé.	sources confidentielles; pas de couverture médiatique
12-14 nov 2021	villages incendiés	Certains rapports suggèrent qu'au moins 30 maisons ont été incendiées dans le camp de Bugamanda ; toutes les maisons de Bugamanda ont été incendiées, ainsi qu'une école construite par les Batwa eux-mêmes	sources confidentielles; pas de couverture médiatique
12-14 nov 2021	menaces de mort	Selon des sources concordantes, ces opérations devraient avoir lieu dans d'autres sites où les Batwa sont établis, notamment à Katasomwa et Kayeye.	sources confidentielles; pas de couverture médiatique
12-14 nov 2021	menaces de mort	Les Ecogards auraient annoncé leur intention de détenir ou de tuer les autorités traditionnelles batwa dans le territoire de Kalehe	sources confidentielles; pas de couverture médiatique
12-14 nov 2021	menaces de mort	Les Ecogardes ont bloqué les routes à l'extérieur de Bugamanda le 12 novembre ; étaient toujours là le 13 novembre	sources confidentielles; pas de couverture médiatique
12-14 nov 2021	Batwa blessé par balle	Deux femmes batwa ont été blessées par balle	sources confidentielles; pas de couverture médiatique

12-14 nov 2021	les gens fuyant; déplacé	Les Batwa fuyaient déjà plus profondément dans la forêt ; la plupart des hommes de Bugamanda se sont réfugiés à l'intérieur du parc	sources confidentielles; pas de couverture médiatique
12-14 nov 2021	les gens fuyant; déplacé	Villages avec personnes déplacées : Mbinga Sud ; Buziralo ; Bishulishuli ; les Batwa de Muyange se sont réfugiés à Katana (Territoire de Kabare) ; Bulambika (des gens des environs de Bugamanda se sont présentés pour raconter ce qui s'est passé)	sources confidentielles; pas de couverture médiatique
17 nov 2021	Réponse du PNKB aux allégations d'attaques et de meurtres	De Dieu Bya'ombe, directeur du PNKB, a répondu à un courriel qu'il a reçu lui disant de cesser d'attaquer les villages batwa. Les points de sa réponse comprenaient : * Il s'agissait d'une opération militaire contre les forces inconnues qui ont envahi Bukavu les 09 et 10 novembre. * Il n'y a pas de villages dans le Parc. * La question des droits de l'homme est notre préoccupation majeure au PNKB. * Les terres alternatives pour les Batwa « sont identifiées et sécurisées, la pris en charge des enfants pygmées est allé de 300 à 1500 Enfants, les alternatives sont en cours, l'engagement est effectif, les rites sont organisées dans le parc et l'accès sécurisés aux ressources est accordé pour les plantes médicinales et ramassage des bois morts. Les mécanismes de gestion des plaintes est en cours. » * « ...quelques ONG internationales et nationales contribuent à la déstabilisation de l'Est du pays en conseillant les Batwa d'être des boucliers humains des groupes armés... »	emails sur dossier (FR)
22 nov 2021	La société civile soutient le « nettoyage » des Batwa du parc	C'était une émission à la Radio OKAPI de 17h/point de presse au bureau de Mr Joseph ARUNA, chargé de la Biodiversité et question environnementale à la société civile du Sud-Kivu. Il soutient le « nettoyage » des Batwa du PNKB.	Clip audio de Radio Okapi sur dossier
04 déc 2021	Meurtres de Batwa, soldats	Dans le parc de KAHUZI-BIEGA, il y a eu quatre pygmées tués et deux soldats FARDC; le problème était un affrontement entre les pygmées et les FARDC à Kalehe le samedi passé dans le PARC.	sources confidentielles; pas de couverture médiatique
09 déc 2021	villages incendiés	Les FARDC ont incendié d'autres maisons de PA vers Kalehe. Il y a pas eu mort. Depuis l'avant hier qu'on signale un mouvement suspect vers Mushunguti, Musenyi et Munyadjiro/Bukanga. Dès tires ont été attendu toute la journée aux alentours du parc. Le bilan jusque là n'es pas encore connu.	sources confidentielles; pas de couverture médiatique